



Budget 2026 : inquiétudes autour de l'avenir des "colos apprenantes"

(), (AFP) -

La suppression du dispositif "colos apprenantes" dans le projet de budget 2026 menace le "droit aux vacances de centaines de milliers d'enfants", selon les professionnels du secteur qui dénoncent un "recul historique".

Créé en 2020, ce dispositif a été conçu pour allier activités en plein air et apprentissages, une offre destinée aux jeunes de 3 à 17 ans, en particulier issus de milieux sociaux modestes.

Entre 2020 et 2024, plus de 400.000 enfants ont pu bénéficier de cette mesure qui prévoit une aide de l'Etat qui peut atteindre jusqu'à 100% du coût du séjour, selon les chiffres du gouvernement.

En dépit de la "satisfaction des familles", le dispositif a été "ramené" dans le projet de budget "à 0 euros sans justification, alors qu'en 2025 il était doté de 36,8 millions d'euros", déplorent une cinquantaine d'organisations (Ligue de l'enseignement, Jeunesse au Plein Air, le Secours catholique, Scoutisme français, Resocolo...) dans une lettre ouverte.

Or "les colonies de vacances et les séjours de scoutisme sont des lieux, aujourd'hui rares, où un enfant peut vivre loin des écrans, respirer l'air pur, s'amuser en groupe et découvrir la richesse de la nature", insistent-elles dans cette lettre au Premier ministre et aux parlementaires datée de lundi.

"Ces expériences permettent aussi aux jeunes de reprendre confiance en eux, de vivre la mixité sociale, de tisser des liens, et pour certains de s'offrir une parenthèse bienveillante dans un quotidien parfois difficile", ajoutent-elles.

Autre motif d'inquiétude, la taxation à 8% du budget des activités sociales et culturelles des CSE (comité social et économique) des entreprises, une mesure qui "compromettrait directement l'accès aux vacances et aux loisirs de millions de familles et d'enfants".

Cette mesure, inscrite dans le projet initial de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2026, a été retoquée en commission lundi mais fera l'objet d'un nouveau vote dans l'hémicycle.

"Ce sont des économies de bouts de chandelle" qui "vont faire pire que mieux", a réagi jeudi auprès de l'AFP Frédéric Rolin, président de l'association Resocolo. "Il y a 40% des jeunes qui ne partent jamais en vacances chaque année. Si ces deux mesures passent, cette proportion va forcément grossir".

Ces décisions auront aussi des "retombées économiques : le marché des colonies de vacances c'est un peu plus d'un milliard d'euros avec environ 900 millions d'euros de retombées économiques qui vont disparaître de l'économie locale", ajoute-t-il.

Contactés par l'AFP, les ministères de l'Education nationale et de la Jeunesse n'avaient pas répondu dans l'immédiat.

Plus d'1,3 million d'enfants partent chaque année en colonies de vacances en France, selon les derniers chiffres officiels.

Afp le 30 oct. 25 à 16 43.